

symboles importants: 1) un drapeau national distinctif, 2) un hymne national, 3) une constitution canadienne rapatriée au Canada et que les Canadiens pourraient modifier eux-mêmes.

Il est absurde, à mon avis, qu'après 97 ans, le Canada n'ait pas encore adopté ces symboles de notre indépendance nationale. Dans sa longue évolution, de l'état de colonie à celle de nation, le Canada a acquis, dans les faits, l'indépendance nationale, mais à maintes reprises, nous avons remis à plus tard l'adoption des symboles qui pourraient témoigner de notre indépendance aux yeux du monde.

La raison de ce long retard, il faut la chercher dans notre histoire. En 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique a associé les Anglais et les Français dans la Confédération et, depuis cette date, des émigrants de nombreux pays et parlant bien des langues sont venus s'établir dans notre pays. Si les gouvernements, l'un après l'autre, ont évité d'aborder la question du choix des symboles nationaux, ce n'est pas parce que le gouvernement de la Grande-Bretagne voulait garder des vestiges de notre statut colonial. Il y a eu retard simplement parce que nous n'avons pas réussi à nous entendre sur la nature de ces symboles. Nous autres, Canadiens, pouvons acquérir les témoignages de notre indépendance nationale quand nous le voudrons. Le seul obstacle à surmonter, c'est la difficulté de nous entendre sur la nature de ces symboles et sur la façon de les adopter. Pour citer les paroles de Cassius, dans le *Jules César* de Shakespeare:

C'est notre faute, cher Brutus, non celle de nos étoiles.

Et je crois qu'il faut féliciter le premier ministre d'avoir attaqué de front cette question difficile que tous ses prudents prédécesseurs ont évitée.

Qu'ils partagent ou non l'avis du premier ministre, tous les députés qui ont entendu son exposé d'hier soir ont dû être impressionnés, j'en suis sûr, par la grande sincérité et la conviction profonde qui s'en dégagent. Il ne fait pas de doute que le Canada doit régler la question des symboles qui témoignent de notre indépendance nationale à la face du monde. A cet égard, je veux consacrer mes observations à trois aspects particuliers de la question: premièrement, le moment que le gouvernement a choisi pour présenter la mesure; deuxièmement, les méthodes qu'il a employées, et troisièmement, le modèle qu'il nous offre.

Tout d'abord, je dirai quelques mots du moment choisi. Pourquoi sommes-nous saisis de cette résolution à ce moment-ci? Le 3 juin,

[M. Douglas.]

le premier ministre a énuméré ici quantité de mesures législatives qui, affirmait-il, devaient être étudiées avant les vacances d'été; j'ai alors exprimé, dans une déclaration faite au nom de notre parti, mon plein accord là-dessus. Mais voici que le premier ministre a présenté cette affaire controversable et explosive qui va retarder l'examen du programme législatif dont il a signalé l'urgence. Je me demande pourquoi le gouvernement fait obstruction à l'activité du Parlement dans l'étude de son propre programme. Voilà une question qui appelle une réponse.

Le premier ministre réplique qu'il a contracté un engagement envers les Canadiens, lors des dernières élections générales, mais j'estime, monsieur l'Orateur, qu'il a fait aux citoyens beaucoup d'autres promesses sur des questions encore plus importantes que l'adoption d'un drapeau national. Il a notamment contracté des engagements relatifs au bien-être et à la survivance économique de la population. Ainsi, le parti libéral s'est engagé à mettre en œuvre un programme destiné à favoriser le plein emploi et l'expansion économique, mais on ne nous a encore présenté aucune mesure tendant à résoudre le problème du chômage ou celui de la lenteur de l'expansion économique.

En février dernier, le Canada comptait plus de 600,000 chômeurs. Maintenant que nous sommes dans les mois d'été, nous en avons encore plus de 300,000. M. John E. Snyder, grand industriel américain et directeur général de la *United States Corporation*, a déclaré à un comité du Congrès, en octobre dernier, que l'automatisation supprime 40,000 emplois par semaine aux États-Unis, et un groupe d'étude réuni récemment à Montréal estime que, dans notre pays, l'équipement technologique entraîne le déplacement de 4,000 à 4,500 ouvriers par semaine.

L'automatisation est un problème grandissant et qui va continuer de s'accroître pour des générations à venir. Le gouvernement et le Parlement devraient s'occuper du sort de nos jeunes qui, chaque année, se mettent en quête d'une situation. Au lieu de cela, nous allons probablement passer des semaines à discuter d'un drapeau national.

La pauvreté qui sévit au pays est un problème que le gouvernement est porté à reléguer aux oubliettes. L'autre jour, M. O. J. Firestone, vice-doyen des sciences sociales à l'Université d'Ottawa, a déclaré qu'un Canadien sur cinq vivait dans la misère noire. Il a déclaré que, tout en parlant beaucoup des chômeurs, nous sommes enclins à ignorer le fait